

Écologie : *repenser nos modes de vie*



L'Étincelle

De Valeria Mazzucchi et Antoine Harari

Suisse, France, Italie, 2021, 61'

La réalisatrice Valeria Mazzucchi et le journaliste d'investigation Antoine Harari ont fondé la société d'écriture documentaire *Futur Proche* en 2021, avec la volonté de s'engager et de contribuer à la création suisse tout en gardant un lien fort avec la scène internationale. À travers des projets documentaires de différents formats, Mazzucchi et Harari visent à créer des histoires fortes, capables de bousculer et de questionner des problématiques actuelles de notre société.

Il y a dix ans, des activistes voulant expérimenter un mode de vie collectif investissent un bocage près de Nantes pour bloquer la construction d'un nouvel aéroport. *L'Étincelle* dresse un portrait empathique des « zadistes » qui s'interrogent sur le futur de la Zone à défendre. En 2018, leur lutte débouche sur une première victoire : l'abandon du projet aéroportuaire. Ce film nous amène à la rencontre des habitants de la ZAD de Notre-Dames-des-Landes, désireux de vivre autrement malgré la politique d'expulsions massives qui frappe alors le bocage.

Est-ce possible de vivre autrement ? Quelles sont les alternatives à notre mode de vie actuel ?

La naissance des zadistes

En urbanisme, une **zone d'aménagement différé** correspond à un terrain désigné par le gouvernement pour la mise en œuvre d'un objet d'intérêt général, justifiant donc une procédure d'expropriation de ses habitants. Cette procédure publique permet la construction d'infrastructures favorisant la croissance économique, telles que des centres commerciaux, des autoroutes, des barrages, ou encore des aéroports.

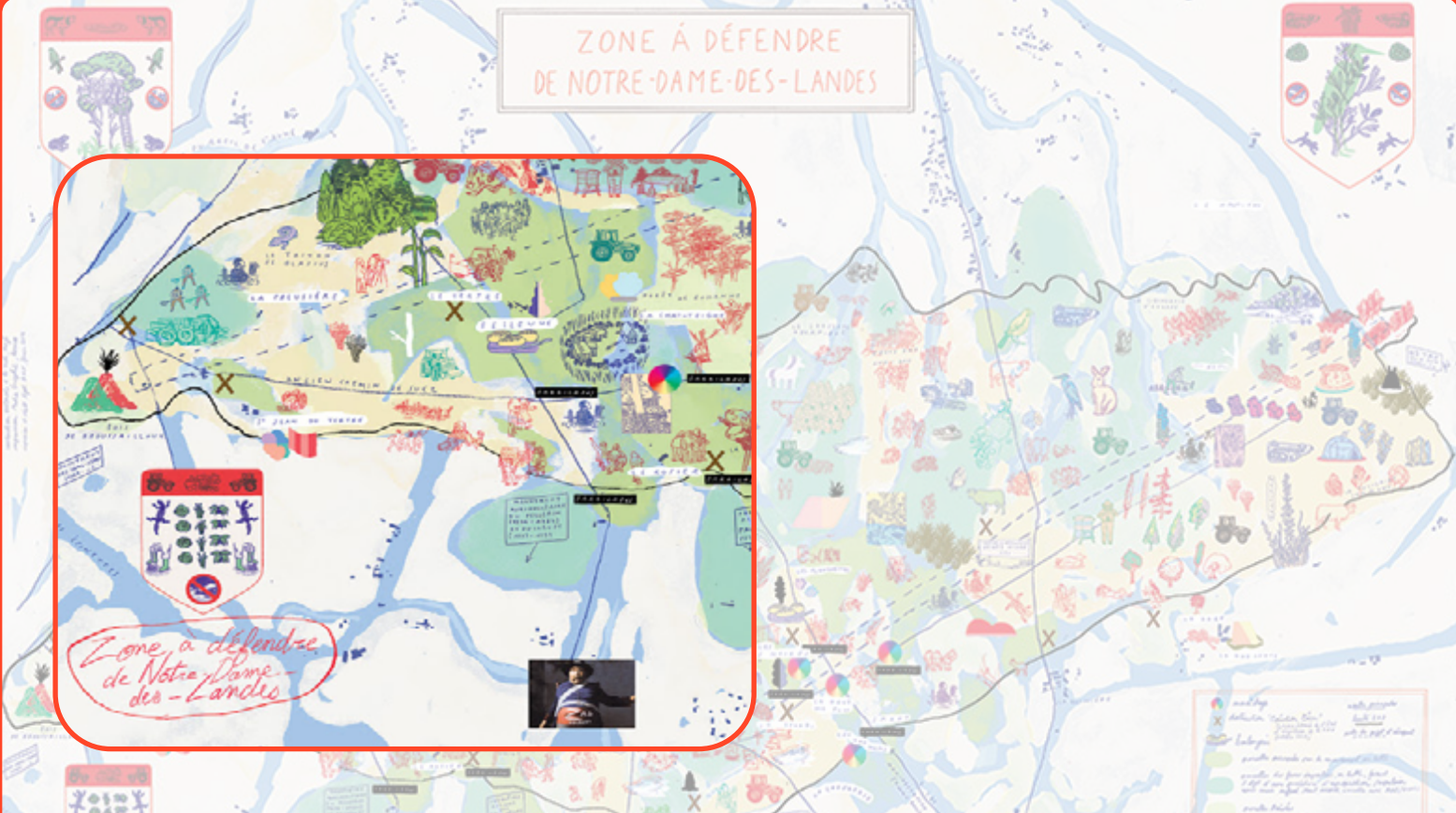
Notre-Dame-des-Landes (NDDL) est une commune située en Loire-Atlantique, dans le nord-ouest de la France. Dès les années 1960, un projet d'aéroport gigantesque fut pensé pour cette zone à proximité de Nantes, malgré le fait qu'il y ait déjà un aéroport dans la ville. Dès le début des années 1970, alors que la zone fut officiellement définie et communiquée aux populations locales, les premières contestations émergèrent, notamment de la part de paysans. Les chocs pétroliers des années 1970 ainsi que l'arrivée du TGV à Nantes en 1989, affaiblirent fortement l'enthousiasme des développeurs et mirent en sommeil le projet.

C'est au début des années 2000 que fut relancé le projet d'aéroport à NDDL afin de désengorger les aéroports parisiens et au vu de la saturation de l'aéroport de Nantes ainsi que de la pollution sonore qu'il provoque. Progressivement, une contestation diversifiée se forme, inscrite dans les luttes **écologistes** et **anarchistes**, et les premières résistances physiques aux forages dans la zone eurent lieu dès 2009.



Renommée « **zone à défendre** », la ZAD attira des centaines de contestataires au fil des années. Les oppositions légales et citoyennes, exercées à travers différents recours juridiques et administratifs, furent rapidement critiquées pour leur manque d'efficacité, et une branche plus directe et radicale émergea. Misant sur la visibilité publique, cette nouvelle branche fut axée sur l'occupation physique du terrain et de ses maisons. Le conflit fut alors élargi géographiquement et ponctué d'affrontements plus directs et de tentatives de blocages des forages. À la veille des années 2010, une soixantaine d'occupant-es de la zad, venu-es de toutes parts, se sont installé-es dans cette zone, devenant ainsi les premier-ères « **zadistes** ».

Dès 2012, alors que l'État entreprend l'**expulsion** des occupant-es en envoyant 2'000 policiers sur le site à l'occasion de l'*opération César*, des dizaines de milliers d'opposant-es se mobilisèrent afin de résister à cette évacuation. Les images de ces violents affrontements, et l'utilisation de flashballs et de grenades lacrymogènes qui provoquèrent de nombreuses blessures, joueront un rôle crucial dans l'évolution de ce conflit aux yeux de l'opinion publique française. L'intensité de la contestation ainsi que sa médiatisation aboutirent éventuellement à l'**abandon du projet** en janvier 2018.



Carte de Notre-Dame-des-Landes

L'occupation d'une ZAD dépasse la simple lutte pour le terrain en tant que tel. Elle symbolise un conflit entre deux visions inconciliables du monde, celle de la croissance économique à tout prix et celle d'un **mode de vie nouveau**.

La dimension **écologique** constitue un aspect central des luttes zadistes, qui redéfinissent le rapport à l'espace et au territoire. La destruction de la biodiversité ainsi que l'exploitation d'énergies fossiles sont contestées afin de mettre en avant la valeur inhérente du lieu et sa protection.

Au fil des années, la ZAD de NDDL a rassemblé une mosaïque militante, et a vu la prolifération de lieux de vie collectifs et de projets solidaires et agricoles.

Militant·es, écologistes, élu·es, agriculteur·es, visiteur·rices et résident·es continuent la lutte dans cette zone qui est devenue "le site d'expérimentations anticapitalistes le plus vaste d'Europe"

(Pruvost, 2017)

À Genève, une multitude d'initiatives écologiques et solidaires existent :

[Carte de la ville et de ses initiatives durables après-ge](#), réseau de l'économie sociale et solidaire à Genève

[Répertoire des acteur·rices du monde de demain](#)
Demain Genève, association pour la transition écologique et humaine de la région

À l'échelle locale

En Suisse, la ZAD de la colline du Mormont, située à Eclépens dans le canton de Vaud, a débuté en 2020 contre l'extension de la carrière de la cimenterie Holcim. Accompagnée de plusieurs recours juridiques, notamment au niveau fédéral, l'occupation dénonce la destruction d'un lieu de haute biodiversité ainsi que la pollution générée par l'industrie de la construction et du béton. La ZAD de la colline a été démantelée en mars 2021 sans gain de cause.